

Appel à contributions

Aspirations démocratiques et « démocraties autoritaires » en Afrique centrale

Coordinateurs

- Frère Emmanuel Ntakarutimana, frère dominicain, ex-président de la commission nationale indépendante des droits de l'homme du Burundi (CNIDH).
- Scott Straus, professeur de science politique et d'études internationales à l'université du Wisconsin, États-Unis.

Contextualisation

En 1986, la revue avait publié un numéro thématique inédit consacré à l'Afrique des Grands lacs. Au travers des entrées privilégiées et du choix des auteurs, il rendait compte d'une amélioration générale des relations entre des régimes autoritaires aux antécédents tourmentés¹ dont plusieurs venaient de négocier des accords de libre circulation des biens et des personnes.

Dans le contexte général de montée en puissance des revendications démocratiques sur le continent africain, on assistait alors à la structuration nationale et régionale d'organisations de la société civile, notamment en matière de droits de l'homme, ainsi qu'à la reconstitution de formations politiques contestant le monopole des partis uniques alors au pouvoir. À la fin des années 1980, les revendications démocratiques portées par de vastes mobilisations populaires font vaciller ces régimes. Mais la radicalisation des forces attachées à la défense de leurs privilèges d'un côté, l'impréparation et l'immaturité politique des partis d'opposition de l'autre conduisent les transitions démocratiques à l'échec. Après les tragédies burundaise (1993) et rwandaise (1994), l'effondrement du régime Mobutu au Zaïre (1996), c'est

¹ Ces antécédents douloureux et meurtriers communs à la quasi totalité des pays de la sous-région (sauf la Tanzanie) ont déjà fait l'objet d'un grand nombre de publications anciennes et récentes. C'est pourquoi, si les exclusives et les violences politiques contemporaines puisent leurs racines dans les divisions et affrontements qui ont accompagné les processus d'accession à l'indépendance et l'installation de nouveaux pouvoirs civils ou militaires, le présent numéro entend privilégier l'analyse et la compréhension des contextes politiques et sociaux nationaux ainsi que leurs évolutions depuis les années 1990.

l'ensemble de la région qui est entraînée dans ce qui est devenue la première guerre continentale africaine. Pendant cinq années, de 1998 à 2003, les forces armées d'une demi-douzaine de pays vont s'affronter sur le territoire de la nouvelle République démocratique du Congo (RDC) pour le contrôle des richesses et des espaces de ce pays-continent. Bien que désormais circonscrit dans les provinces de l'est du pays, ce conflit, le plus meurtrier de la planète depuis la Seconde Guerre mondiale, n'est toujours pas achevé. Des zones sous contrôle de forces ou de groupes armés d'origines diverses subsistent et y entretiennent l'instabilité. En liaison avec leurs relais dans les États riverains, ils contrôlent largement les filières d'exploitation et d'exportation des minerais et autres richesses naturelles.

Des rébellions sont désormais au pouvoir dans la majorité des pays de l'Afrique centrale (Angola, Ouganda, Rwanda, Burundi, RDC) et tirent leur légitimité d'avoir vaincu au terme de longues et douloureuses guerres civiles. Parmi ces pays, seul le Burundi a connu un processus de négociations conduit à terme. Il a débouché sur la mise en place d'une armée « intégrée » à parité entre les forces en conflit et l'organisation d'élections plurielles, libres et transparentes en 2005.

Argumentaire

Dans ce contexte, le désenchantement des populations a été général vis-à-vis des élites de pouvoir, anciennes et nouvelles confondues. Partout les espérances démocratiques ont été trahies ou manipulées, sans parler du prix payé lors des guerres civiles. D'une manière générale, les régimes de « démocratie autoritaire » qui se sont installés au pouvoir reposent sur des forces politico-militaires fondées sur des solidarités partisans combattantes, généralement redoublées d'affinités régionales et/ou ethniques. Sans tradition démocratique, ils n'ont pas grand chose à envier aux systèmes de parti unique et de monopolisation des pouvoirs qui prévalaient jusqu'alors.

Mais l'enjeu aujourd'hui est que ces régimes sont eux-mêmes datés, si ce n'est marqués par l'usure. Ainsi, parmi les « new leaders » révolutionnaires ou progressistes, trois ont plus de 70 ans, ont régné 30 ans ou plus et sont candidats à de nouveaux mandats (Angola, Congo-Brazzaville, Ouganda). Quant aux trois derniers promus (Rwanda, RDC, Burundi), après avoir exercé respectivement le pouvoir pendant 21 ans (6 comme « vice-président » et 15 comme président), 14 ans et 10 ans, ils ont tous décidé de transgresser ou de modifier leur constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat en 2015, 2016 et 2017.

Aussi, dans chaque pays, des exaspérations s'expriment ouvertement ou selon les possibilités d'expression. Partout, elles correspondent à l'arrivée de jeunes générations qui n'ont pas connu les guerres civiles ou étaient trop jeunes pour être elles-mêmes impliquées, qui ont appris par les médias que la démocratie et les libertés existent, mais constatent qu'elles n'en bénéficient pas. Ces jeunes acceptent bien volontiers l'héritage mais veulent rompre avec le futur qui leur est prêté. En effet, les exaspérations et contestations se nourrissent aussi des frustrations économiques et sociales de larges secteurs de la population condamnés à des avenir incertains, à la misère, au chômage, à l'exploitation. Elles renvoient aussi à des compétitions plus complexes pour le contrôle et l'exercice du pouvoir

entre les élites qui considèrent le principe de l'alternance comme une règle d'hygiène politique permettant à d'autres personnes, d'autres groupes d'intérêts, d'autres « régions » ou catégories d'individus de participer à la distribution des postes et de la rente. Plus largement encore, elles mobilisent tous les exclus, les stigmatisés ou les « vaincus » qui, sans illusion sur l'amélioration de leur sort, aspirent à des États de droit démocratiques qui leur permettraient de faire connaître, voire reconnaître, leur situation ou qui, plus encore, émanciperaient les institutions chargées de lutter contre l'impunité, de dire le vrai et le juste. Elles concernent enfin tous ceux qui ne supportent pas les atteintes ou les limites permanentes imposées aux citoyens en matière de liberté d'expression, d'organisation, de déplacement. Bref, tous ceux qui estiment que les élites de pouvoir doivent rendre compte de leur gestion aux citoyens et que le contrôle social des populations sur leurs élus est la contrepartie légitime de la délégation du pouvoir.

On le voit, ces aspirations démocratiques ne relèvent pas que du champ politique ou de la géopolitique régionale et internationale, elles correspondent à des exigences éthiques et se réfèrent à des systèmes de valeur qui transgresseraient les camps et les clivages reconnus. Paradoxalement, on pourrait dire qu'elles semblent d'autant plus impératives que la déstructuration des liens sociaux, l'arbitraire social et l'autoritarisme ont atteint des limites inconnues jusque-là et imposent de refonder la démocratie ; une démocratie partagée et vécue au quotidien.

Pour élargir le débat, on soulignera enfin que les aspirations démocratiques qui prévalent actuellement en Afrique centrale se nourrissent de l'exemple d'autres processus électoraux contestés ou ouvertement bafoués sur le continent africain comme au Burkina Faso. Dans cette optique, les réponses que ce numéro voudrait apporter renvoient à la question plus générale de la compréhension des échecs, des semi-réussites, voire des réussites de ces mobilisations politiques. Une exigence d'une grande actualité au moment où les promoteurs de ces dérives autoritaires associent à nouveau, comme dans les années 1990, la démocratie formelle avec le risque d'anomie ou avec les particularismes lignagers et clientélistes.

Thématiques et axes structurants

Concrètement, ce numéro s'attachera à illustrer les stratégies des divers acteurs et forces qui portent ces aspirations démocratiques ou qui s'y opposent en croisant les terrains et les pays. L'approche sera organisée autour des trois axes génériques suivants. Parmi les entrées susceptibles d'être couvertes pourraient figurer :

Instruments d'encadrement, de contrôle et de légitimation

- Les structures chargées du maintien de l'ordre politique et des politiques sécuritaires (forces armées, police, services de renseignement, partis uniques (*de facto*), jeunesses, auto-surveillance « citoyenne », etc. ;
- Le renouvellement des élites dirigeantes, notamment des ex-mouvements rebelles : des guerriers ou militants-combattants aux cadres politiques des partis uniques (*de facto*). On s'intéressera aux noyaux combattants,

combattants-militants, cadres militants soumis à rotation, politiciens professionnels ;

- Restructuration post-conflit des forces armées, professionnalisation, démobilisation, reconversion civile (police, jeunesses des partis) ;
- Légitimité combattante et légitimité de la démocratie des urnes ;
- Le double visage des jeunesses des partis uniques (*de facto*) : encadrement de proximité des populations et prédation, fabrique des élus et autopromotion ;
- Les modes d'autolégitimation et les techniques de gouvernement : consensus obligé/redistribution clientéliste hiérarchisée/impunité orchestrée ;
- Impunité, justice, processus de justice transitionnelle locaux ;
- Violence électorale.

Contournements et respirations : de l'individu au territoire

- Les contre-pouvoirs et/ou espaces d'expression ;
- L'État de droit : légalité *versus* légitimité ;
- Les nouvelles formes de mobilisation collective micro et macro ;
- Les organisations dites de la « société civile » (associations de défense des droits de l'homme, de femmes, de jeunes, églises, etc.) ;
- Place et rôle des médias et des réseaux sociaux face aux contrôles étatiques des communications ;
- Les aspirations des jeunes générations nées dans les années 1990 ;
- Les stratégies de sécurité et de prévention dans les zones de conflit (les expériences de résolution des conflits à l'échelle des territoires, la mobilisation des femmes, etc.).

Interdépendances et crispations régionales

- De l'Afrique des Grands lacs à l'Afrique centrale : conjonctions et oppositions entre les interdépendances obligées (enclavement, approvisionnement, etc.) et les alliances d'opportunités (le double tropisme est/ouest, les corridors nord, centre et sud, la concurrence des organisations d'intégration régionale) ;
- Crises nationales et incidences régionales (réfugiés, déplacés, exilés, mouvements armés) ;
- L'ambivalence de la communauté internationale (Union africaine, Nations unies, CIRGL, SADC, EAC, etc.) face aux conflits, crises politiques, atteintes aux libertés (opérations de maintien de la paix, médiations, lutte contre l'impunité, appuis aux sociétés civiles, aux médias, etc.).

Cadrage des articles

Au niveau disciplinaire : histoire, science politique, sociologie, géographie, droit, anthropologie, socio-économie.

Au niveau méthodologique : importance de la mise en contexte, de la rencontre d'une approche théorique solide et d'un terrain, d'études empiriques, de corpus originaux, des jeux d'échelle entre le local et le régional. Ce dossier souhaite proposer une alternative aux approches géostratégiques et aux témoignages humanitaires. Il tend à mettre l'accent sur les individus et les communautés dans les rapports de forces.

Édition du dossier thématique

La confection de ce numéro s'appuiera aussi sur des événements spécifiques et des approches originales (ateliers de réflexion, table-ronde, interviews²). Il tentera notamment de rendre compte et de valoriser la diversité et la richesse des recherches doctorales actuellement en cours sur la région.

Dans cette optique, un ouvrage complémentaire publié par les éditions du groupe de presse *Iwacu* au Burundi, pourra accueillir un nombre plus important d'articles scientifiques de qualité qui permettront d'explorer plus avant certaines des entrées thématiques mentionnées ci-dessus. Des entretiens et des documents originaux pourront aussi y trouver leur place. La coordination de ce second ouvrage sera assurée par un collectif d'universitaires et de chercheurs animé par André Guichaoua, professeur à l'IEDES.

Les propositions d'article exposent, en français ou en anglais, en 4 500 signes (espaces compris) :

- le titre ;
- la question de recherche ;
- le cadre théorique ;
- le terrain étudié ;
- les principaux résultats ;
- des jalons bibliographiques (hors du décompte de signes).

Calendrier

- Les propositions d'article sont à soumettre avant le 9 décembre 2015 à l'adresse suivante : tiermond@univ-paris1.fr ;
- Les notifications du coordinateur et du comité de rédaction pour les auteurs présélectionnés seront envoyées le 6 janvier 2016 ;
- Les premières versions des articles seront envoyées par les auteurs avant le 14 mars 2016 à l'adresse suivante : tiermond@univ-paris1.fr.

² Comme les ateliers Burundi et Grands lacs de l'IEDES et de l'UMR Développement et sociétés, le *Contemporary Burundian Studies Symposium* de Gand des 15-16 octobre 2015, etc.

- Jalons bibliographiques

- Bekoe D. (ed.), 2012, *Voting in Fear: Electoral Violence in Sub-Saharan Africa*, Washington, United States Institute of Peace.
- Deibert M., 2013, *The Democratic Republic of Congo: Between Hope and Despair*, Londres, Zed Books.
- Gerold G., 2013, *RD Congo, analyse comparative des violences électorales (2006-2011)*. Note n° 28/13, Paris, Fondation pour la recherche stratégique.
- Guichaoua A. (dir.), 2004, *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, Karthala.
- Hafner-Burton E., Hyde S., Jablonski R., 2014, « When Do Governments Resort to Election Violence? », *British Journal of Political Science*, vol. 44, n° 1, pp. 149-179.
- Ingelaere B., 2010, « Peasants, Power and Ethnicity. A Bottom-Up Perspective on Rwanda's Political Transition », *African Affairs*, vol. 109, n° 435, pp. 273-292, <http://afraf.oxfordjournals.org/content/109/435/273.full>.
- L'Afrique des Grands Lacs, collection dirigée par Filip Reyntjens, (particulièrement les *Annuaire*s), Paris, L'Harmattan.
- Lemarchand R., 2009, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Levitsky S., Way L., 2010, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, New York, Cambridge University Press.
- Lynch G., Crawford G., 2011, « Democratization in Africa: An Assessment », *Democratization*, vol. 18, n° 2, pp. 175-210.
- Messiant C., 2008, *L'Angola postcolonial. Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Karthala.
- Stearns J., 2012, *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York, PublicAffairs.
- Patry J.-J., 2014, *Les armées ougandaises : un instrument de contrôle intérieur et de positionnement régional*. Note n° 9-2014, Paris, Fondation pour la recherche stratégique.
- Straus S., Waldorf L., 2011, *Remaking Rwanda: State Building and Human Rights After Mass Violence*, Madison, The University of Wisconsin Press.
- Straus S., 2015, *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa*, Ithaca, Cornell University Press.
- Thibon C., 2014, *Les élections de 2015 au Burundi, enjeux, inquiétudes, espoirs et inconnu(e)s*. Note n° 5-2014, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/sites/lam/files/conference_burundi.pdf.
- Tsiyembe M., 1970, *Géopolitique de paix en Afrique médiane : Angola, Burundi, République Démocratique du Congo, République du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan.
- Uvin P., 2008, *Life After Violence: A People's Story of Burundi*, Londres, Zed Books.
- Vandenginste S., 2014, « Governing Ethnicity after Genocide: Ethnic Amnesia in Rwanda Versus Ethnic Power-Sharing in Burundi », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 8 ; n° 2, pp. 263-277.

Call for Papers

Democratic Aspirations and “Authoritarian Democracies” in Central Africa

Editors:

- Brother Emmanuel Ntakarutimana, Dominican brother, former President of the Independent National Commission on Human Rights in Burundi (CNIDH).
- Scott Straus, Professor of Political Science and International Studies, University of Wisconsin-Madison, United States.

Contextualization

In 1986, the journal published a special issue on the Great Lakes region of Africa. Through its choice of topics and authors, it gave an account of generally improving relations between authoritarian regimes with a turbulent past³, several of which had negotiated agreements on the free circulation of goods and people.

In the general context of a surge for democracy on the African continent, civil society organizations began structuring themselves at the time at the national and regional levels, particularly with regards to human rights. Political groups which opposed the monopoly of the ruling single-party were also being formed anew. In the late 1980s, the regimes in place were shaken by these calls for democracy, thanks to the support of broad popular mobilization. But the transition to democracy failed due to the radicalization of those defending their privileges on the one hand, and to the lack of preparedness and the political immaturity of opposition parties on the other hand. The Burundian and Rwandan tragedies (1993 and 1994, respectively) and the collapse of Mobutu's regime in Zaire (1996) drew the whole region into what was to become Africa's first continental war. For five years, from 1998 to 2003, the armed forces of half a dozen countries fought on the territory of the new Democratic

³ There is an extensive, more or less recent literature covering this painful and deadly past, which is common to almost all the countries in the area (except Tanzania). As a result, since contemporary political violence is rooted in the divisions and confrontations that accompanied the independence process and the rise to power of new civilian or military governments, this issue will focus on analyzing and understanding the national political and social contexts, as well as their evolution since the 1990s.

Republic of the Congo (DRC) over the resources and land belonging to this vast country. The conflict, which has been the deadliest in the world since the Second World War, is ongoing, even if it is now limited to the country's eastern provinces. There remains areas controlled by various armed groups, thus perpetuating instability. Through their partners in neighboring states, these groups largely control the exploitation and export of minerals and other resources.

The rebel organizations which currently hold power in most Central Africa countries (Angola, Uganda, Rwanda, Burundi, and the DRC) derive their legitimacy from having been on the winning side of long and painful civil wars. Burundi is the only country among them where successful negotiations took place. These negotiations led to an "integrated" army, equally split between the different opposing forces, and to free and transparent multi-party elections in 2005.

Argument

In this context, local populations have broadly felt disenchanted towards elites in power, whether old or new. Their yearning for democracy was betrayed or manipulated everywhere. They also paid the heavy price of civil war. Overall, the "authoritarian democracy" regimes that have taken power rely on politico-military forces rooted in partisan solidarity among fighters; also often following regional and/or ethnic affinities. Since these regimes lack a democratic tradition, they are not that different from the previous single-party systems that monopolized power.

But the stake today is that the regimes are outdated, if not worn out. Three of the revolutionary or progressive "new leaders" are over 70; they have reigned for 30 years or more, and are running for reelection (Angola, Congo-Brazzaville, and Uganda). The three latecomers, so to speak, (Rwanda, the DRC, and Burundi), who have ruled respectively for 21 years (6 as "vice-president" and 15 as president), 14 years, and 10 years, have decided to transgress or modify their constitutions in order to be able to run for a third term in 2015, 2016, and 2017, respectively.

As a result, part of the population has expressed its exasperation, either openly, when possible, or more covertly. This corresponds to the rise of younger generations, who did not experience the civil wars, or were too young to be involved in them, and have learned through the media that democracy and freedom exist, yet realize that they cannot enjoy them. These young people readily accept their country's legacy, but wish to break away from the future forecasted for them. Indeed, the exasperation and contestation are fueled by economic and social frustration within broad sections of the population whose only prospects are an uncertain future, extreme poverty, unemployment, and exploitation. These feelings are also tied to a more complex competition for the control of power among elites, who consider that the principle of political alternation is healthy in that it allows other people, interest groups, "regions", or categories of individuals to partake in the distribution of positions and rents. More generally, the exasperation and contestation expressed mobilize all those who have been excluded, stigmatized or vanquished and who, while they may have no illusions on improving their lot, still yearn for democratic constitutional states where their situation would be known, and even acknowledged, and where the institutions meant to fight against impunity would be able to speak truth to power. Finally, the exasperation and contestation concern all the citizens who

cannot bear the constant attacks and restraints on freedom of speech, organization, and movement – in short, all those who consider that the ruling elites must be accountable to citizens and that it is legitimate for the latter to exert social control over their elected representatives, in exchange for the delegation of power.

It is obvious that these democratic aspirations are not only related to politics or to regional and international geopolitics; they correspond to ethical standards and refer to a value system that appears to go beyond pre-existing factions and divides. Paradoxically, such aspirations could be said to be all the more urgent since the breakdown of social ties, social arbitrariness, and authoritarianism have reached new lows and call for a radical reform of democracy, a democracy shared by all in their everyday lives.

Finally, to expand the debate, the democratic aspirations in Central Africa have been bolstered by the examples of other contested or openly flouted electoral processes on the African continent, in Burkina Faso for instance. With this in mind, this issue aims more generally at understanding failed, semi-successful, or even successful political mobilizations. Such questions are highly topical at a time when those who promote authoritarian abuses, like those of the 1990s, are once more associating formal democracy with a risk of anomy, or with the nepotistic and clientelistic specificities.

Main Themes and Topics

This issue will endeavor to illustrate the strategies of the different players and forces that support or oppose these democratic aspirations, by combining various fieldwork approaches across countries. It will be organized around three main themes. Among the topics which may be covered, the following may be included:

Oversight, control and legitimization Instruments

- The structures in charge of maintaining political order and in charge of security policies (armed forces, police, intelligence services, (*de facto*) single parties, youth, “citizen” surveillance, and so on;
- The renewal of the ruling elite, especially among the former rebel movements: from fighters or militant combatants to political operatives in the (*de facto*) single parties. The following groups are of particular interest: fighters, militant combatants, political operatives subject to rotation, and professional politicians;
- The post-conflict restructuring of the armed forces, their professionalization, demobilization, and retraining for civilian jobs (police and political party youth);
- Combat-based legitimacy versus ballot-based legitimacy;
- The two-faced (*de facto*) single party youth: neighborhood surveillance of the population and predation, and cronyism and self-promotion;
- Modes of self-legitimization and governing methods: forced consensus/hierarchical clientelistic redistribution/orchestrated impunity;
- Impunity, justice, local processes of transitional justice;
- Electoral violence.

Circumventing the law and creating space for expression: from individuals to territories

- Opposition forces and/or spaces for expression;
- The constitutional state: lawfulness versus legitimacy;
- New forms of micro and macro collective mobilization;
- So-called “civil society” organizations (defending human rights, women’s rights, and young people’s rights, churches, and so on);
- The place and the role of the media and of social networks faced with the monitoring of communications by the state;
- The aspirations of young generations born in the 1990s;
- Security and prevention strategies in conflict zones (experiments with conflict resolution at the scale of territories, the mobilization of women, and so on).

Interdependence and regional tensions

- From the Great Lakes region of Africa to Central Africa: synergies and tensions resulting from a necessary interdependence (isolation, issues pertaining to supplies, and so on) and opportunistic alliances (the double east/west tropism, the northern, central, and southern corridors, and competing regional integration organizations);
- National crises and their regional impact (refugees, displaced populations, exiles, and movements of troops);
- The ambivalence of the international community (the African Union, the United Nations, the ICGLR, the SADC, the EAC, and so on) in the face of these conflicts, political crises, violations of freedom (peacekeeping operations, mediation, fight against impunity, support for civil society and the media, and so on).

Framework for the Papers

Disciplinary framework: history, political science, sociology, geography, law, anthropology, and socio-economics.

Methodological framework: particular attention will be paid to: strong contextualization, combining a solid theoretical approach and fieldwork, empirical studies, original corpuses, and the interplay between local and regional issues. The aim is to offer an alternative to a geostrategic approach and to humanitarian testimonies. The focus will be on individuals and communities caught in these power struggles.

Publication of the Special Issue

To prepare this issue, the Editorial Committee will also rely on specific events and original approaches (workshops, round-table talks, and interviews⁴). The special issue will attempt to give an overview of the wealth of current doctoral research on the region, emphasizing how valuable it is.

With this in mind, an additional publication by the *Iwacu* press group in Burundi will allow a greater number of quality scientific papers to be published, further exploring some of the themes mentioned above. Interviews and original documents may also be included in this additional publication. This second publication will be edited by a collective of academics and researchers led by André Guichaoua, professor at IEDES.

The article submissions, in French or English (4,500 characters, spaces included), must feature:

- A title
- A research question
- A theoretical framework
- Empirical material
- Main results
- Bibliographical references (they are not included in the character count).

Calendar:

- Proposals must be submitted by December 9, 2015 to: tiermond@univ-paris1.fr;
- Authors will be notified by the editors and the Editorial Committee of their preselection by January 6, 2016;
- First drafts must be sent by March 14, 2016 to: tiermond@univ-paris1.fr.

References

- Bekoe D. (ed.), 2012, *Voting in Fear: Electoral Violence in Sub-Saharan Africa*, Washington, United States Institute of Peace.
- Deibert M., 2013, *The Democratic Republic of Congo: Between Hope and Despair*, Londres, Zed Books.
- Gerold G., 2013, *RD Congo, analyse comparative des violences électorales (2006-2011)*. Note n° 28/13, Paris, Fondation pour la recherche stratégique.
- Guichaoua A. (dir.), 2004, *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, Karthala.
- Hafner-Burton E., Hyde S., Jablonski R., 2014, "When Do Governments Resort to Election Violence?", *British Journal of Political Science*, vol. 44, n° 1, pp. 149-179.

⁴ Such as the workshops on Burundi and the Great Lakes region of Africa, organized by the IEDES and the Développement et sociétés UMR, or the Contemporary Burundian Studies Symposium in Gent (October 15 and 16, 2015), among others.

- Ingelaere B., 2010, "Peasants, Power and Ethnicity. A Bottom-Up Perspective on Rwanda's Political Transition", *African Affairs*, vol. 109, n° 435, pp. 273-292, <http://afraf.oxfordjournals.org/content/109/435/273.full>.
- L'Afrique des Grands Lacs, collection dirigée par Filip Reyntjens, (particulièrement les *Annuaire*s), Paris, L'Harmattan.
- Lemarchand R., 2009, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Levitsky S., Way L., 2010, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, New York, Cambridge University Press.
- Lynch G., Crawford G., 2011, "Democratization in Africa: An Assessment", *Democratization*, vol. 18, n° 2, pp. 175-210.
- Messiant C., 2008, *L'Angola postcolonial. Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Karthala.
- Stearns J., 2012, *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, New York, PublicAffairs.
- Patry J.-J., 2014, *Les armées ougandaises : un instrument de contrôle intérieur et de positionnement régional. Note n° 9-2014*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique.
- Straus S., Waldorf L., 2011, *Remaking Rwanda: State Building and Human Rights After Mass Violence*, Madison, The University of Wisconsin Press.
- Straus S., 2015, *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and Genocide in Modern Africa*, Ithaca, Cornell University Press.
- Thibon C., 2014, *Les élections de 2015 au Burundi, enjeux, inquiétudes, espoirs et inconnu(e)s. Note n° 5-2014*, Paris, Fondation pour la recherche stratégique, http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/sites/lam/files/conference_burundi.pdf.
- Tsiyembe M., 1970, *Géopolitique de paix en Afrique médiane : Angola, Burundi, République Démocratique du Congo, République du Congo, Ouganda, Rwanda*, Paris, L'Harmattan.
- Uvin P., 2008, *Life After Violence: A People's Story of Burundi*, Londres, Zed Books.
- Vandenginste S., 2014, "Governing Ethnicity after Genocide: Ethnic Amnesia in Rwanda Versus Ethnic Power-Sharing in Burundi", *Journal of Eastern African Studies*, vol. 8 ; n° 2, pp. 263-277.